

06 MAR. 2024

CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

## DÉLIBÉRATION N° DEL-2024-12

### **Portant autorisation du Président à signer le marché et ses avenants successifs de fabrication, stockage des fondations et pose des mobiliers aux points d'arrêts du réseau TANE0**

LE COMITÉ SYNDICAL,

- VU la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment l'article 54 ;
- VU la loi organique modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment son article 9 ;
- VU le Code des communes de la Nouvelle-Calédonie et notamment ses articles L.122-11 et L.411-1 ;
- VU la délibération n° 30-2010/APS du 12 août 2010 de l'Assemblée de la province Sud relative à la participation de la province Sud au Syndicat Mixte de Transports Urbains du Grand Nouméa ;
- VU les délibérations concordantes n° 53/10/VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010/235 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010/850 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 2010/68 du 19 août 2010 de la commune de Païta décidant de constituer le Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa en approuvant les statuts et formalisant leur volonté de s'associer au sein d'un syndicat ayant pour objet l'organisation, la gestion et l'exploitation des services publics réguliers de transports en commun routiers, ferrés et maritimes et de transports scolaires du secondaire sur le territoire des communes de Dumbéa, Mont-Dore, Nouméa et Païta ;
- VU les délibérations concordantes n° 2010-840 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 51-10-VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010-233 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010-66 du 19 août 2010 de la commune de Païta relatives à la dissolution de Transco ;
- VU la délibération n° 2010/28 du 16 août 2010 du Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa (SIGN) portant modification de ses statuts ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°51 du 30 août 2010 du Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie autorisant la création du « Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa » (SMTU) ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°56 du 21 octobre 2015 portant modification des statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) ;
- VU l'arrêté DCEC/BCC N° 105 du 2 octobre 2023 portant modification des statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) ;
- VU les statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) modifiés ;
- VU la délibération n° DEL 2022-21 du 24 mai 2022 portant délégation à la Présidente de certaines attributions du comité syndical ;
- VU la délibération n°424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics ;
- VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'offres en date du 6 février 2024, d'ouverture des offres pour le marché de fabrication, stockage des fondations et pose des mobiliers aux points d'arrêts du réseau TANE0 ;
- VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'offres en date du 13 février 2024, d'analyse des offres pour le marché de fabrication, stockage des fondations et pose des mobiliers aux points d'arrêts du réseau TANE0 ;
- VU la note explicative de synthèse n° NS-2024-04-DEL ;

Après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

### ARTICLE 1 : OBJET

La Présidente est autorisée à signer le marché et ses avenants successifs relatif à la fabrication, stockage des fondations et pose des mobiliers aux points d'arrêts du réseau TANE0 et à le notifier au titulaire retenu :

- ARPNC SARL pour un montant estimatif total de 59 750 345 F CFP TTC.

### ARTICLE 2 : IMPUTATION BUDGÉTAIRE

Les dépenses seront imputées sur le budget d'investissement, article 2318, des exercices budgétaires des années 2024 et 2025.

### ARTICLE 3 : VOIE ET DÉLAI DE RECOURS

Le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Madame la Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise à Monsieur le Commissaire délégué de la République pour la Province Sud, à Monsieur le Trésorier de la Province Sud, notifiée à la province Sud, aux communes de Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa et Païta, et publiée par voie d'affichage.

DÉLIBÈRE EN SÉANCE PUBLIQUE, le 05 mars 2024  
POUR EXTRAIT CONFORME



Présidente  
TRIPODI

7 MAR. 2024

La présidente certifie le caractère exécutoire de ce acte compte tenu de sa publication le - 7 MAR. 2024 et de sa transmission au représentant de l'Etat le

#### Ampliations :

Com. délégué province Sud	.....	1
Trésorier de la province Sud	.....	1
Commune de Nouméa	.....	1
Commune du Mont-Dore	.....	1
Commune de Païta	.....	1
Commune de Dumbéa	.....	1
Province Sud	.....	1

